

Pourquoi nous devons continuer de nous mobiliser!

Présentement, les finances du Québec sont en très bonne position malgré ce que le gouvernement nous dit. Avant l'entrée dans la pandémie, le gouvernement de la CAQ arguait qu'il avait des surplus. Malgré les coûts liés à la pandémie, le Québec est toujours en bonne posture lorsqu'on voit les milliards qu'il souhaite investir dans le fond des générations. C'est présentement une question de choix politique d'améliorer ou non nos conditions de travail. D'ici quelques mois, peut-être, la pandémie sera un mauvais souvenir, mais nos conditions, elles seront toujours présentes.

Les différentes annonces du fédéral dans son dernier budget continuent de nous donner raison. On voit l'importance d'avoir de bons services publics, entre autres, avec des garderies qui permettent à toute la société de travailler, mais surtout aux femmes qui ont été les plus touchées par la pandémie, à réintégrer le marché du travail. La CAQ doit arrêter de vouloir relancer l'économie en investissant dans des « pépines » et du béton et mettre l'argent dans les domaines à prédominance féminine pour pallier aux nombreuses coupures des dernières années.

Lorsqu'on compare le Canada avec les autres pays du G7, le Canada a la dette publique la moins élevée en pourcentage de son PIB. Nos revendications salariales ne sont pas intenables. Nous sommes à environ 1 % de différence sur 3 ans de ce que le gouvernement nous offre à l'intersectoriel.

Pour ce qui est de nos demandes au sectoriel, nous voulons que le gouvernement investisse dans nos conditions de travail à une hauteur de 3 % de notre masse salariale pour mettre des solutions concrètes et durables à nos problèmes! Présentement, son offre ne couvre pas plus de 0,36 % de la masse salariale.

Chaque dollar investi dans les services d'enseignement rapporte 1,25 \$ en PIB. Arrêtons de dire que l'éducation est une dépense! Et surtout, n'oublions pas les effets réels sur la réussite des élèves lorsqu'on parle de leur donner les services auxquels ils ont droit. Nous formons les générations futures, demain ce sera à leur tour de prendre le chemin du marché du travail.

Quand on compare l'écart entre la rémunération globale des employés des services publics et des autres salariés québécois, nous constatons un retard de 9,2 %. En plus du retard salarial, les compressions de plusieurs milliards dans les réseaux ont provoqué une détérioration de nos conditions d'exercice. Le manque de main-d'œuvre chronique, résultat des politiques de gels d'embauche tout autant que de l'exode des travailleuses et des travailleurs vers les autres secteurs, vient exacerber notre surcharge et nous prive du soutien nécessaire pour la réalisation de nos missions.

Rémi Therriault, président

Avancées à la table restreinte

La négociation continue à la table avec la partie patronale. Malgré des avancées certaines, il manque des éléments clés pour en venir à une conclusion à la hauteur de vos espérances. Bien qu'une autre fédération (FAE) a convenu d'une entente de principe avec le gouvernement, nous ne connaissons pas les détails de celle-ci. Nul besoin de vous rappeler que cette fédération défend les intérêts des enseignants qui sont majoritairement dans la région de Montréal. Vous comprendrez que leur réalité est souvent très loin de la nôtre. Si notre équipe de négociation en vient à une possible entente, nous vous convoquerons en assemblée générale extraordinaire pour vous en présenter les détails et vous faire voter. D'ici-là soyez assurés que la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE) a à cœur vos intérêts et continue de les défendre. De notre côté, nous devons maintenir la pression sur le gouvernement en étant unis et fiers sur les lignes de piquetage afin de revendiquer pour le bien de la profession et de nos conditions!



POURQUOI SOMMES-NOUS EN GRÈVE?

- Parce que cela fait plus d'un an que le gouvernement Legault **refuse** une vraie négociation de nos conditions de travail.
- Parce que nos demandes visent à **améliorer directement les services aux élèves, aux patients et aux étudiants.**
- Parce que nous, employés de l'éducation, de la santé et des cégeps, sommes payés **9,2 % de moins** que les employés des autres secteurs.
- Parce que la relance économique nécessite une réelle amélioration des conditions des femmes, qui occupent **75 %** de nos postes.
- Parce que ça prend plus que **0,3 %** de notre masse salariale pour améliorer nos conditions de travail en éducation, en santé et dans les cégeps.



Syndicat de l'enseignement
de la Haute-Côte-Nord/CSQ



SPÉCIAL GRÈVE

**Notre actualité
syndicale**

Baie-Comeau, le 22 avril 2021

Vol. 7 No 5

Mot du président

Je tiens à vous féliciter et vous remercier pour votre participation en aussi grand nombre à notre première grève de courte durée. Notre unité et notre solidarité fait notre force. Vous étiez belles et beaux à voir sur les différentes lignes de piquetage. Sans l'ombre d'un doute, nous pouvons qualifier de succès cette grève innovante. La couverture médiatique de cette grève historique a dépassé nos attentes.

Parfois, nous devons faire les choses différemment pour obtenir des résultats différents. Malgré ce que certains ont pu en dire, elle a réellement dérangé nos administrateurs et limité au maximum les impacts sur les élèves et les parents. La preuve? La Fédération de centre de services scolaires a tenté à deux moments de nous empêcher de la tenir. Heureusement, autant la Cour supérieure que le Tribunal administratif du Travail les a déboutés. La grève a beau être un droit fondamental dans notre société, il demeure fragile et précaire si nous ne le défendons pas et n'y participons pas.

Par ce premier exercice de débrayage, nous avons montré au gouvernement la force de notre mouvement. C'est lui maintenant qui a la pression. Il doit donner les mandats aux tables pour que la négociation se règle à la hauteur de vos aspirations. Nous devons continuer notre belle mobilisation pour maintenir la pression sur le gouvernement et le forcer à nous écouter.

Comme vous le savez déjà, nous avons fait parvenir un deuxième avis de grève la semaine dernière. Cette deuxième grève de courte durée aura lieu le 27 avril en après-midi, de 14 h 45 à 17 h. Nous devons maintenir le cap et rester solidaires pour obtenir une amélioration de nos conditions d'exercices! D'ici-là, le CSS pourra planifier les adaptations nécessaires afin de respecter notre droit de tenir la grève.

Solidarité



Rémi Theriault

Rémi Theriault, président



Même en télétravail,
on participe de la maison



École Mgr Bélanger



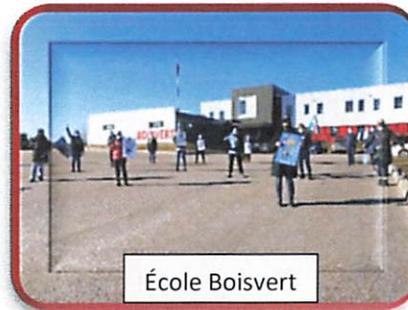
École Marie-Immaculée,
Les Escoumins



École St-Joseph
Baie-Trinité



École Leventoux



École Boisvert



École Notre-Dame-du
Bon-Conseil, Longue-Rive



École secondaire Serge-Bouchard
Baie-Comeau



École La Marée, Pte-Label

NOTE : Plus de 300 enseignantes et enseignants, répartis dans les écoles du territoire, se sont mobilisés le 14 avril dernier !